ELECTIONS LEGISLATIVES - 21 MARS 1993 - 12 ème circonscription de Paris

VOTEZ POUR LE CANDIDAT PRESENTE PAR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

Docteur PAUL ROBEL

médecin généraliste

*Suppléante: **FRANCOISE BIDARD***

retraitée des chèques postaux

Madame, Monsieur,

Pourquoi le médecin généraliste que je suis a-t-il accepté d'être le candidat du Parti des Travailleurs?

J'exerce la médecine depuis 1980. Comme tous mes confrères, j'ai appris à soigner au mieux de mes connaissances et des progrès de la technique médicale chacun des patients qui me font confiance.

Et j'estime que c'est cela que la **loi Teulade** dite de "**maîtrise des dépenses de santé**" voudrait remettre en cause au nom des "impératifs économiques".

Par cette loi, on exigerait de moi, comme de chacun de mes confrères, de **violer en permanence le secret médical.** On exigerait de moi, sous peine de lourdes sanctions, que je restreigne les soins à ceux qui en ont besoin afin de me conformer à des "contrats locaux d'objectifs" qui quantifient une **réduction décidée en haut lieu des dépenses de santé.**

Cette même politique est à l'origine du **projet de fermeture des hôpitaux Boucicaut, Laënnec, Broussais** et Saint-Lazare, qui devraient être remplacés par un nouvel hôpital dans le 15e arrondissement de **capacité d'accueil moitié moindre.**

Première conséquence de ce projet: **la suppression de 1.000 emplois d'agents hospitaliers**, c'est à dire une nouvelle réduction de ce qui manque le plus dans les hôpitaux: du personnel qualifié.

A quoi amènent de telles décisions?

A des drames comme celui de l'hôpital de Draguignan. Une élève infirmière et une infirmière sont inculpées d'homicide involontaire et interdites d'exercer après le décès d'une fillette, alors que Mme Dufoix, Mrs Fabius et Hervé, ne sont pas poursuivis dans l'affaire du sang contaminé. Qui ne partage pas l'avis des Professeurs et médecins hospitaliers qui viennent de déclarer à ce propos: *"cela aurait pu être évité ne serait-ce qu'en accordant les postes demandés plusieurs semaines auparavant et de façon urgente par l'hôpital ...**Qui est responsable?** Ceux qui doivent assumer cette situation ou ceux qui décident au nom de la raison d'Etat, au nom de contraintes économiques?"*

Je n'accepte pas cette politique.

Je n'accepte pas que l'on dépense sans compter pour faire la **guerre,** ou enrichir les **spéculateurs** au nom du "franc fort" et que l'on contraigne les médecins à refuser des soins à ceux qui en ont besoin, sous prétexte de leur coût.

Je n'accepte pas que cette politique désastreuse soit menée par un gouvernement qui se dit de gauche, avec l'approbation tacite de la droite qui fait profession de foi de la condamner mais entend dans les faits la poursuivre.

EXAGERONS-NOUS ? Voici ce qu'ils disent :

SUR LA SANTE: dans la plateforme RPR-UDF, sur laquelle se présente M. Balladur:
"Il existe un excédent de plusieurs dizaines de milliers de lits de courts séjours.(...)Les médecins devront bien entendu être associés à la régulation des dépenses.(...)Il faut s'engager dans la voie de l'optimisation des dépenses de santé sur des bases médicales."

C'est très exatement l'argument de la loi Teulade dont l'abstention de M. Balladur et de ses amis a permis le vote le 4 Janvier 1993.

SUR L'EMPLOI: la plateforme UDF-RPR propose de *"conclure avant l'été 1993 un pacte pour l'emploi avec les entreprises et les régions avec l'**allègement** des charges qui pèsent sur les entreprises".*
M. Bérégovoy, intervenant à l'Assemblée Nationale le 19 Octobre 1989 déclarait:*" le tournant n'a pas été pris en 1981 mais courageusement en 1982. C'est à ce moment là que les charges des entreprises ont cessé d'augmenter."*
Les résultats , vous les connaissez: augmentation du chômage, menace sur les régimes de sécurité sociale. **Tout est détourné vers la spéculation:**" *Les placements financiers des sociétés s'élevaient au premier trimestre 1991 à 8405 milliards de francs. En 10 ans, de 1980 1990, ils ont été multipliés par 9*". (Lettre de conjoncture de la BNP de mars 1992).

Rien n'échappe à cette folie spéculative. -La destruction envisagée des hôpitaux Boucicaut et Laennec sera l'occasion d'une opération spéculative sur les terrains ainsi libérés. Et cette opération n'aidera en rien au logement des parisiens.

Ces quelques citations de Mr Balladur et de la plate forme RPR-UDF pour la droite, et de M. Bérégovoy , Mme Aubry ministres de François Mitterand montrent leur accord et une **concordance étroite** de leurs programes. Ils se prononcent pour la cohabitation et l'alternance afin de poursuivre une politique semblable.

ALORS QUE PEUT-ON FAIRE ?

En mai 1981, les courants qui aujourd'hui constituent le Parti des Travailleurs ont appelé à voter pour François Mitterrand aux élections présidentielles, et pour les candidats du PS et du PCF aux élections législatives qui ont suivi. Cela parce qu'ils demandaient aux électeurs de les mandater, disaient-ils, **pour une rupture avec le capitalisme.**

Dès 1982, avec le gouvernement Mauroy-Fiterman-Delors, nous avons assisté au ralliement de Mitterrand, du gouvernement et des dirigeants des partis majoritaires à **une politique diamétralement opposée**, dont toutes les catégories de salariés et de cadres, chômeurs, jeunes, travailleurs, agriculteurs, subissent les effets.

Que l'on confisque les milliards de profits spéculatifs et qu'on les consacre à l'investissement productif, à la création de **vrais emplois** , avec de **vrais salaires** et nous verrons que **la montée du chômage sera enrayée.**

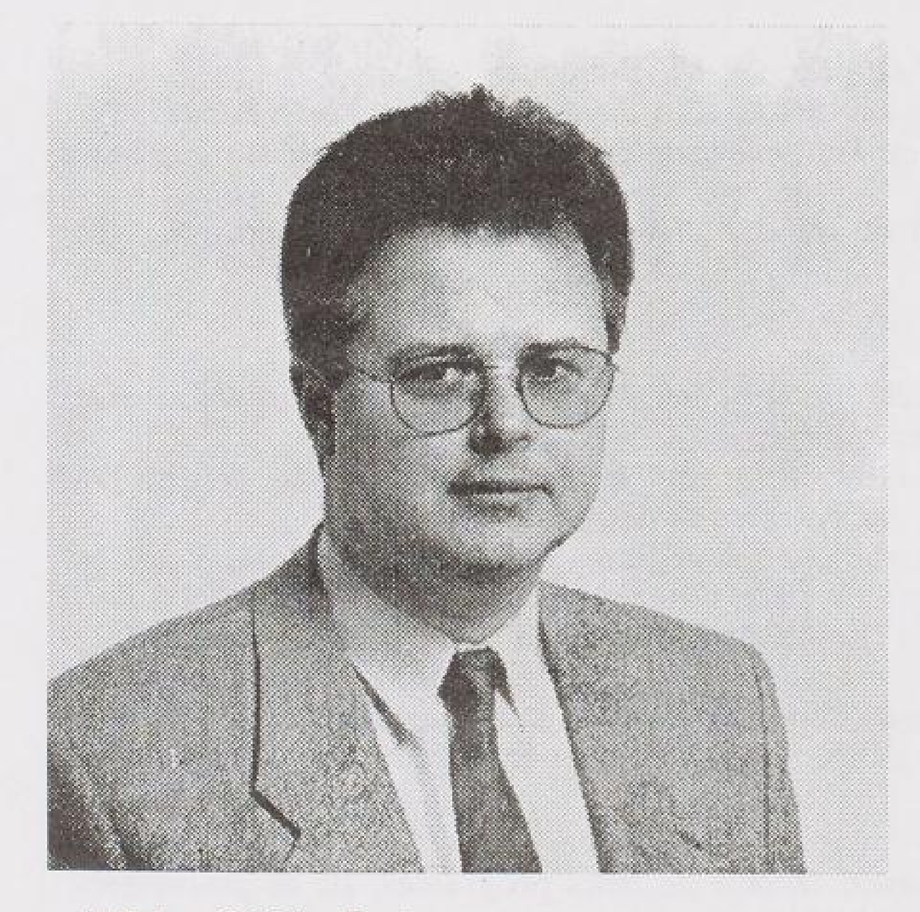
Que l'on confisque les 140 milliards que le gouvernement vient de dépenser pour le seul mois de Janvier pour" défendre le franc" à des institutions financières connues et qui spéculent ouvertement en pillant les fonds publics, et l'on pourra sans difficulté **préserver les retraites**, la **sécurité sociale**, notre système de **santé.**

Que l'on s'engage dans cette voie et on pourra réouvrir les **62 classes maternelles et primaires supprimées** depuis 1988 dans le 15e arrondissement pour que **nos enfants** puissent vraiment étudier et s'instruire.

Un autre gouvernement ayant de tels objectifs est nécessaire. **Un gouvernement s'engageant réellement dans la voie de la rupture avec le système économique capitaliste.**

Une véritable démocratie est nécessaire , **une démocratie qui garantisse le travail , le logement, l'instruction et l'accés aux soins pour tous.**

- Pour le Parti des travailleurs, il ne s'agit pas d'obtenir des voix à tout prix. Les élections constituent un terrain particulier pour s'organiser, pour renforcer l'activité politique de ses sections, l'objectif de notre parti étant toujours d'aider les travailleurs à réaliser leur unité, afin d'obtenir leurs revendications essentielles. Si nous vous avons convaincu, voilà à quoi votre vote sera utile.



Dimanche 21 mars

Votez pour le candidat du Parti des Travailleurs

docteur Paul ROBEL
médecin généraliste

Françoise BIDARD,suppléante
retraitée des chèques postaux

Infotec 2000, Paris

Vu, le candidat